

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 08 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PAPREC METAL**

32 rue Paul Sabatier  
ZI nord  
71100 Chalon-sur-Saône

Références : CP/MV/2023/C\_053  
Code AIOT : 0005401247

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement PAPREC METAL implanté 32 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC METAL
- 32 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PAPREC METAL de Crissey est spécialisé dans la collecte, le tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux. Il dispose d'un agrément pour la collecte et la dépollution des véhicules hors usage (VHU).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites réservées à la précédente inspection
- Risque foudre, risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
22	Exutoires de fumée	Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article 11	Courrier	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Installations des protections : Vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
6	ARF : mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
7	Foudre - Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
19	Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article 32	/	Sans objet
23	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 30/10/2017, article 2	Courrier	Sans objet
24	Protection du puits	Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article 15	/	Sans objet
25	Transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 09/04/2004, article 2.2	Courrier	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
3	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
4	Niveaux de protection nécessaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
20	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article Article 1.2 modifié et article 3	Courrier	Sans objet
21	Vérification des moyens de lutttes contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a notamment permis de constater 3 non conformités concernant :

- l'absence d'exutoires des fumées d'incendie en toiture du bâtiment de tri/transit,
- l'insuffisance des moyens de protection contre la foudre,
- la non transmission des rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines.

Fin février 2023, l'exploitant a indiqué que les travaux de mise en place des protections contre la foudre décrits dans l'étude technique foudre étaient en cours.

Par ailleurs, plusieurs demandes de compléments sont adressées à l'exploitant.

Enfin, l'activité de l'établissement a connu des évolutions depuis l'autorisation de 2002. Certaines avaient été constatées lors de la précédente inspection. Notamment, la ligne de tri a été mise à l'arrêt et seule subsiste la ligne de mise en balle. Une réorganisation des stockages a également été constatée.

A l'issue de cette inspection, il avait été demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications réalisées et prévues (PAC) et d'actualiser l'étude des dangers de 2002.

Lors de l'inspection du 12 octobre 2022, un projet de création de deux bâtiments de stockage a été présenté. L'exploitant a indiqué avoir pris du retard pour la remise du PAC et de l'étude des dangers. Ces documents ont été adressés le 08 novembre 2022 à la préfecture. L'instruction de ce dossier est en cours et permettra la mise à jour des prescriptions de l'arrêté de 2002.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de d
<b>Constats :</b> Une analyse du risque foudre a été réalisée fin 2020 (rapport n°OEH 2020112). Elle conclut à la nécessité de réaliser une étude technique afin de déterminer les dispositions de protection à mettre en œuvre sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Étude technique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
<b>Constats :</b> L'ARF a conclu à la nécessité de mettre en oeuvre des dispositifs de protection. L'exploitant a fait réaliser une étude technique foudre (ETF) datée du 07/12/2020, référencée n°ETU OEH2020114-A par un organisme habilité QUALIFOUDRE qui a également réalisé l'ARF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Niveaux de protection nécessaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
<b>Constats :</b> L'étude ETF n°ETU OEH2020114-A définit les niveaux de protection et décrit les travaux de mise en conformité à réaliser. En particulier, 3 paratonnerres sont à installer pour protéger le bâtiment de tri/stockage (P1/P13) et le local DTQD. Des parafoudres sont également à prévoir pour la protection des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Installations des protections : Vérification complète

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
<b>Constats :</b> <b>Demande de complément n°1 : L'exploitant communiquera à l'inspection, qui ne l'a pas consulté sur place, le rapport de vérification complète des installations de protection mises en place à l'issue de la précédente ETF.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : ARF : mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b> La dernière ARF du site date de 2020. Elle devra être mise à jour dans le cadre du réaménagement des zones de stockage et du projet de création de 2 nouveaux auvents de stockages de déchets combustibles.
<b>Demande de complément n°2 :</b> L'exploitant actualisera l'ARF du site et la communiquera à l'inspection ainsi que, le cas échéant l'ETF qui en découle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Foudre - Installation des dispositifs de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> La précédente ETF est datée du 08/01/2013. Elle avait conduit l'exploitant à installer un paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) sur le bâtiment de tri/transit. Au cours de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le PDA avait été déposé lors de travaux de toiture et non remis en place.  La dernière ETF est datée du 7/12/2020. Les dispositifs de protections décrits dans cette étude auraient dû être installés avant le 7/12/2022. Le 28/02/2023, l'exploitant a adressé le bon de commande correspondant aux travaux prévus et précisé qu'ils étaient en cours.
<b>Non conformité n° 1 :</b> Les dispositifs de protection décrit par l'étude technique foudre n'ont pas été mis en place dans les délais réglementaire.  Cependant, les travaux étant en cours, l'inspection ne propose pas de sanction à ce stade.
<b>Demande de compléments n°3 :</b> L'exploitant communiquera à l'inspection le dossier des ouvrages exécutés établi à l'issue des travaux de mise en place des dispositifs de protection décrit par l'étude technique foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :  [...]  - un réseau d'eau public ou privé alimentant trois poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m3/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie. Ces poteaux devront être implantés de façon que le point le plus éloigné du bâtiment ne se situera pas à une distance supérieure à 100 mètres pour le plus proche et 300 mètres pour le plus éloigné.  Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens des sapeurs-pompiers.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que 3 poteaux d'incendie sont situés dans un rayon de 300 m autour de l'établissement.  Post inspection : l'exploitant a communiqué les rapports de vérification des poteaux P26, P4 et P55 qui indique que leur débit sous 1 bar est supérieur à 60 m3/h.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les distances se mesurent par les voies utilisables par les engins de secours et que les 3 poteaux doivent pouvoir fournir le débit attendu en fonctionnement simultané.</p> <p><b>Demande de complément n°4 : L'exploitant s'assurera :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que la distance séparant, par une voie carrossable, les poteaux d'incendie les plus proches des enjeux à protéger est inférieure à 100 m pour le plus proche et inférieure à 300 m pour le plus éloigné,</li> <li>• que les 3 poteaux peuvent assurer un débit de 60 m3/h en simultané.</li> </ul> <p><b>Les justificatifs seront adressés à l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article Article 1.2 modifié et article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Modification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2 : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions ci-dessous.  Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation.</p> <p><b>Constats :</b> L'activité de l'établissement a connu des évolutions depuis l'autorisation de 2002. Notamment, il avait été constaté lors de la dernière inspection du 17 novembre 2020 que la ligne de tri avait été mise à l'arrêt et que seule subsistait la ligne de mise en balle. Une réorganisation des stockages a également été constatée.</p>

<p>A l'issue de cette inspection, il avait été demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications réalisées et prévues (PAC) et d'actualiser l'étude des dangers de 2002.</p> <p>Lors de l'inspection du 12 octobre 2022, l'exploitant a indiqué avoir pris du retard pour la remise du PAC et de l'étude des dangers actualisée mais c'est engagé à les transmettre sous 15 jours. Ces documents ont finalement été adressés le 08 novembre 2022 à la préfecture.</p> <p>Une demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-2 du code de l'environnement, a été jointe au PAC en raison du dépassement du seuil de l'autorisation et de l'enregistrement pour certaines activités visées par la nomenclature des installations classées en augmentation.</p> <p>L'instruction de ce dossier est en cours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 21 : Vérification des moyens de lutttes contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p><b>Constats :</b> Le site est doté d'une réserve incendie mobile de 3 000 litres alimentant 2 RIA. L'exploitant a indiqué assurer lui-même un contrôle de bon fonctionnement de cette installation.</p> <p>Cette vérification hebdomadaire est tracée dans un registre chronologique dont une copie a été adressée à l'inspection suite à la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 22 : Exutoires de fumée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si les installations sont situées à l'intérieur d'un bâtiment, la toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0.5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments est situé à au moins 4 mètres du mur coupe-feu prévu à l'article 9</p>



<b>Constats : Non conformité n°2 : Le bâtiment de tri/transit/regroupement de déchets est dépourvu d'exutoires de fumée en toiture.</b> L'absence d'exutoire de fumées sur la toiture du bâtiment de tri/transit/regroupement de déchets (rubriques 2714, 2716) avait déjà été constatée lors des précédentes inspections.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 23 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/10/2017, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La société DESPLAT est tenue de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 2002 (collecte des eaux d'extinction incendie) et des articles 25-V (collecte des eaux d'extinction incendie), [...]de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1.</p> <p>Article 25-V Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>
<p><b>Constats :</b> Une vanne de confinement multitours est située à proximité du bâtiment de stockage de produits combustibles. Son accessibilité n'est pas garantie en cas d'incendie affectant ce bâtiment. Cette non conformité a déjà été signalée à l'exploitant. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait de mettre en place une vanne automatique.</p>
<b>Demande de complément n°5 :</b> L'exploitant adressera à l'inspection le bon de commande correspondant à ces travaux et le calendrier prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 24 : Protection du puits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2002, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.</p> <p><b>Constats :</b> L'établissement possède un réseau d'ouvrages de suivi de la qualité des eaux souterraines constitué de 6 piézomètres et d'un puits. Le puits ne dispose pas de margelle de protection. Celui-ci est situé à l'est du bâtiment dédié à l'activité "métaux/ferrailles". Il peut présenter une voie d'introduction de produits polluants dans les eaux souterraines s'il n'est pas correctement protégé. Son accès est muni d'une plaque métallique et la protection de la tête du puits n'a pas pu être contrôlée lors de la visite des installations.</p> <p><b>Demande compléments n°6 :</b> L'exploitant précisera les caractéristiques du puits (profondeur, type de construction...) et s'assurera de l'efficacité de la protection de la tête du puits vis-à-vis du risque de pénétration d'écoulements ou d'eaux souillées dans les eaux souterraines via cet ouvrage. Il adressera le résultat de ce contrôle à l'inspection avec tout document justificatif pertinent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 25 : Transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/04/2004, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des analyses pratiquées sont transmis à l'inspection des installations classées, après chaque campagne, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension. Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, par exemple sous forme d'histogramme, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p><b>Constats : Non conformité n°3 : Les rapport de surveillance des eaux souterraines ne sont pas transmis régulièrement à l'inspection des installations classées.</b>  Il s'agit d'une non conformité récurrente. Toutefois, s'agissant d'une pièce administrative à transmettre et compte-tenu du fait qu'ils sont réalisés et n'indiquent pas d'évolution notable de la pollution des eaux souterraines, nous ne proposons pas à ce stade de mise en demeure (le rapport du contrôle du 18/10/2022 a été transmis post inspection). Ce dernier rapport relève que l'état de PZ2 est à surveiller compte tenu de la présence de racine dans l'ouvrage susceptible d'altérer la qualité du prélèvement et que le nivellement des PZ119 sup et inf doit être repris à la mire.</p> <p><b>Demande de complément n°7 :</b> L'exploitant indiquera à l'inspection les mesures qu'il a prévues suite à ces recommandations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet